

EDITORIAL

Aménagements : repenser la poli- tique de gestion du foncier !



Daniel

Thiéba,

président

du GRAF

Faible production, coût élevé de l'énergie et des intrants, infrastructures endommagées... au Burkina, les aménagements irrigués sont mal en point. A cela s'ajoute une répartition des surfaces qui limite la productivité agricole. Les exploitants dans leur grande majorité doivent se contenter de superficies infimes (0,15 à 0,25 ha). Les coopératives de producteurs tentent désespérément de pallier le désengagement des services techniques de l'État, mais sans succès. Outre la non maîtrise de l'itinéraire technique, les coopératives font face à l'insécurité foncière. Celle-ci se pose surtout en termes de titre ou de bail d'exploitation. La coopérative n'a pas toujours une «assurance bail» sécurisée sur la parcelle qu'elle utilise. La pérennité des infrastructures est aussi mise en cause, car les installations ne sont pas aux normes. Dans des périmètres irrigués, certains

Lire la suite de l'éditorial, page 3

AMÉNAGEMENTS DES PÉRIMÈTRES IRRIGUÉS

Constat amer, plus d'une décennie après

Au début des années 1990, le gouvernement burkinabè a lancé un vaste programme d'aménagement de périmètres irrigués. L'option des petits périmètres de moins de 200 hectares a été retenue pour permettre aux populations locales de valoriser les terres lourdes, notamment les bas-fonds, et d'en tirer des bénéfices. Quant aux grands périmètres qui s'étendent sur plus de 200 ha, ils contribuent à canaliser les populations migrantes vers les terres aménagées. Plus de dix ans après le lancement du programme, le bilan est insatisfaisant. Pour des raisons politiques, économiques et sociales, les différents périmètres sont en voie de délaissement.



M. Bala Sanou, consultant, membre du GRAF

Une agriculture appauvrissante, des exploitants découragés, un abandon progressif des activités agricoles : c'est le constat du moment dans la plupart des périmètres irrigués du Burkina. Aménagés dans les années 1990 pour maîtriser l'eau à des fins agricoles au profit des populations, bon nombre de périmètres commencent à montrer leurs limites. Les politiques visaient effectivement la performance de ces exploitations, mais dans la pratique, la situation est tout autre. « Ce que

Sommaire

Aménagement des périmètres irrigués	1-2
Constat amer plus d'une décennie après	
Vie du GRAF	3
Le PARECAP va à la rencontre des ces partenaires RVCC pour plus de compétitivité	
Lu dans la presse	4
Le drame de Gogo (Manga-Est) vu par les quotidiens burkinabè	

nous constatons sur le terrain est parfois aux antipodes de ce qui était recherché », confie Balla Sanou, géographe et spécialiste du monde agricole.

Dans certains cas les faits parlent d'eux-mêmes. Les périmètres appauvrissent les exploitants au lieu de les enrichir. Les producteurs ruraux n'ayant aucune solution à portée de main désertent les exploitations. « On peut citer le cas de Diarradougou où les exploitants ont abandonné les activités. De nos jours, les périmètres ne sont même plus exploités », ajoute Balla Sanou. Les acteurs du monde agricole sont tous unanimes à reconnaître la faible performance des périmètres irrigués. Sayouba Ouédraogo, de la Direction Générale du Foncier Rural et des Organisations Paysannes confirme : « aujourd'hui, la critique majeure faite aux périmètres irrigués porte sur leur rentabilité ».

Ne pas négliger les facteurs sociologiques

Le facteur sociologique n'est pas à négliger. L'aménagement des différents périmètres s'est fait en expropriant les populations résidentes de leurs terres. Elles n'ont pas été suffisamment associées au processus d'ex-



Sayouba Ouédraogo, consultant

propriation des terres. D'où la naissance de conflits entre ces dernières et les nouveaux exploitants. Selon Balla Sanou, « c'était le cas à Bama, et pratiquement dans tous les grands périmètres aménagés, avec installation de colons ».

Au-delà des causes sociales, on note des insuffisances dans les Avant Projets Détaillés (AVD). De nombreux aspects ne sont pas suffisamment analysés et maîtrisés avant la mise en œuvre des aménagements. Dans le cas de Diarradougou par exemple, « l'option technique a été très peu maîtrisée en termes d'études préalables. Du coup, les périmètres ne

sont même pas valorisés », explique Balla Sanou.

Par ailleurs, certaines ONG qui interviennent dans les aménagements négligent les savoirs locaux des populations. Selon Sayouba Ouédraogo, « ça été le cas à Bama, où des projets sont venus balayer du revers de la main des aménagements réalisés avec succès par les populations, pour mettre en place autre chose qui n'a pas du tout marché malgré les grands moyens mis en œuvre ».

Au plan économique, le coût élevé des intrants agricoles joue sur la compétitivité des produits issus des périmètres irrigués aussi bien sur le marché national, qu'international. Cela est lié au fait que les producteurs du nord sont subventionnés, alors que ceux du sud achètent les intrants au coût réel. Ce qui contribue à appauvrir les paysans.

Revaloriser, commercialiser

La revalorisation des périmètres irrigués passe par une révision de tout le processus, allant de l'aménagement à l'exploitation. Dans la phase pré aménagement, il est important d'associer les populations aux processus d'expropriation et de redistribution des terres. Pour Balla Sanou « la mise en valeur et la rentabilisation des périmètres irrigués passe par un dialogue social entre les différents acteurs qui gravitent autour des projets d'aménagements ».

A l'étape de l'aménagement, il est nécessaire de valoriser les savoirs locaux. « Il s'agit des aménagements réalisés avec succès par les populations elles-mêmes, sur la base de leurs propres savoirs », explique Sayouba Ouédraogo. Cela contribue à créer un climat de confiance entre les promoteurs des projets d'aménagements, et les populations bénéficiaires.



Les périmètres irrigués peuvent contribuer à l'accroissement de la production agricole, moyennant quelques réaménagements.

Le PARECAP en concertation avec ses partenaires

Le 4 juin 2007 s'est tenue dans la salle de réunion du GRAF une rencontre d'échange entre le RVCC, le GRAF, le cabinet GREFCO et le PARECAP. Les échanges ont porté principalement sur trois points : la prise de contact avec le PARECAP, des échanges au tour de la dynamique en cours au sein de la société civile, et des réflexions sur le partenariat PARECAP/ société civile. Le coordonnateur du PARECAP a fait un bref exposé introductif sur les grands axes

du projet PARECAP. Par ailleurs, il a souhaité connaître davantage les réseaux qui ont participé à la revue du CSPLP le 6 avril 2007 au nom de la société civile. Il a surtout insisté sur les stratégies développées par la société civile en vue de sa participation active et réussie à cette revue. Des éléments d'explication lui ont été fournis respectivement par le secrétaire exécutif du GRAF, le gestionnaire de la base de données du RVCC et le directeur de GREFCO, notamment

sur la démarche actuelle des OSC assistée par le GREFCO dans l'optique de construire un cadre unitaire de concertation des OSC. En dernier lieu, le coordonnateur du PARECAP a soutenu qu'il serait prêt à accompagner les réflexions en cours pour la mise en place du cadre unitaire de concertation des OSC, et contribuer ensuite au renforcement des actions des réseaux thématiques eux-mêmes. ●

Suite et fin du dossier

Dans la phase post aménagement, il faut soutenir tout le processus, allant de la mise en valeur jusqu'à la commercialisation des produits. Cela suppose un accompagnement technique des exploitants pour non seulement maîtriser les options techniques, mais aussi la gestion économique. Balla

Sanou estime qu'il faut subventionner les intrants agricoles afin de permettre aux différents produits d'être compétitifs.

Pour un pays comme le Burkina Faso, les périmètres irrigués sont importants dans la mesure où il n'y a que deux saisons. Une saison sèche beaucoup plus longue, et une saison pluvieuse plus courte. La maîtrise de

l'eau à travers les périmètres irrigués participe donc à la sécurisation des productions agricoles par rapport aux aléas climatiques. Dans un contexte où 80% de la population est rurale, les périmètres irrigués contribuent à ralentir l'exode rural et le chômage. D'où la nécessité de travailler à revaloriser les différents aménagements en péril. ●

Suite et fin de l'éditorial

Les systèmes sont défaillants, soit parce que les travaux ont été mal exécutés ou alors le mode de gestion qui s'en est suivi a été défaillant. Conséquence : de nombreuses infrastructures sont peu performantes, voire inopérantes.

L'énergie constitue aussi un problème. Le coût d'accès à l'énergie est extrêmement élevé. Conséquences de tous ces problèmes : des infrastructures acquises après d'énormes sacrifices financiers, comme celles du Sourou, ne donnent pas les résultats escomptés. La faible compétitivité est grandement due aux conditions actuelles d'allocation des superficies aux producteurs qui ne permettent pas une viabilité économique. Elles constituent également un frein pour l'incorporation des techniques et de moyens modernes de production. La gestion des périmètres

ne prend pas assez en compte l'accès à l'exploitation et la sécurisation des femmes.

Au regard de ces difficultés, il est impératif que l'État revoie son mode d'intervention en matière de gestion des périmètres. Les politiques antérieures appréhendaient la gestion des périmètres à travers le prisme de la technicité. Celle-ci n'explique pas tout. Aucune politique de développement de ces périmètres ne peut se faire sans mettre en place des mécanismes efficaces et pertinents de commercialisation et d'accès aux intrants. Cette approche est inexistante sur bon nombre de périmètres. Le problème ne se pose donc plus en termes d'appropriation technique, mais d'écoulement, de prix et de commercialisation. Du coup, les revenus des producteurs stagnent. Ils ne peu-

vent plus maintenir leur système d'irrigation, réinvestir ou se former.

La solution passe avant tout par l'adoption d'une politique globale cohérente. Dans un domaine aussi complexe que le développement de l'agriculture irriguée, cela requiert une vision partagée. La question ne concerne pas que le seul ministère chargé de l'agriculture mais tout le gouvernement. Seules l'adoption et l'application de cette vision pourraient permettre d'accroître la compétitivité des périmètres irrigués et sortir les producteurs de la pauvreté. Cela passe aussi par une réhabilitation des infrastructures, l'augmentation des superficies, un meilleur accès aux intrants et à l'énergie à un coût réduit et la mise en place d'une filière de commercialisation et d'écoulement de la production. ●

Le drame de Gogo (Manga-Est) perçu par les quotidiens burkinabé

L'actualité sur le foncier dans la presse burkinabé a été marquée, en 2007, par le conflit entre éleveurs et agriculteurs à Gogo, dans la province du Zoundwéogo. Informer, décrire le drame, dénoncer les exactions et appeler au calme... Les quotidiens burkinabé se sont efforcés de donner des clefs de lecture de l'événement et d'apaiser les tensions.



La presse dénonce le drame de Gogo

« **A**ffrontement entre éleveurs et agriculteurs à Manga-est : des morts, des blessés et d'importants dégâts matériels », titre le numéro 3928 du mercredi 8 août 2007 du quotidien privé «Le Pays». Le quotidien décrit la situation : des dizaines de machettes, haches et gourdins, lances et fusils traditionnels sont exposés ; des cases et des engins incendiés ; tandis que le bilan humain se chiffre à 10 morts. Il rappelle que depuis les années 1980, agriculteurs et éleveurs cohabitaient difficilement dans cette zone agropastorale aménagée par le projet Aménagement de la Vallée de la Volta. «La mauvaise occupation de la vallée aménagée est à la base de ce conflit foncier jamais égalé», conclut le quotidien. Sur le même événement, les rédacteurs de « L'Observateur Paalaga » s'in-

terrogent dans leur numéro 6961 du 3 septembre sur la stratégie de résolution du conflit adoptée par le gouvernement et surtout par les deux camps : « Paix véritable ou simple mise en scène ? » s'interroge le quotidien privé à sa «une». Pour lui, la méfiance reste encore vive des deux côtés. « Il y a eu de belles paroles et de belles promesses, sans aucune garantie sur la sécurisation des champs et des biens », rapporte-t-il en mettant en doute l'engagement du représentant des agriculteurs qui s'était déjà opposé aux séances de sensibilisation avec les autorités locales sur la cohabitation pacifique entre agriculteurs et éleveurs.

Pour le quotidien public, «Sidwaya», tout serait parti d'une altercation entre un éleveur et un agriculteur. Des

écarts de langage entre l'éleveur qui voulait traverser le champ laissé en jachère par l'agriculteur se sont dégagés en tirs de coup de feu.

Le quotidien d'Etat loue la promptitude avec laquelle les forces de l'ordre sont intervenues pour limiter les dégâts. Cette action dissuasive de la police et de la gendarmerie aurait contribué à ramener le calme dans la localité, alors que d'autres attaques se préparaient. ●

GRAF Infos

Bulletin de liaison du Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier

Tél. 50 34 14 57
E-mail: graf@fasonet.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Dr Daniel Thiéba

COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION
Souleymane Ouattara

RÉDACTION
Valérie Koutou, Nouredhine Salouka, Thierry Ouédraogo et les membres du GRAF

MAQUETTE, PHOTOS & IMPRESSION
Jade Productions

Ce numéro a été tiré à 800 exemplaires. Il en existe une version électronique et téléchargeable sur le site du GRAF.

www.graf-bf.org